

Un peu plus d'un mois s'est écoulé depuis le 25 janvier 2011, ce qui donne un peu de recul pour tenter un premier bilan et essayer de répondre, depuis l'Égypte, à tous ceux qui demandent une première évaluation. Il faut s'attendre à de nombreux rebondissements, car ce qui s'est passé en Égypte est un véritable séisme, à tous les niveaux de la société. Le 11 février a mis fin à un régime vieux de près de soixante ans, car ce pouvoir autoritaire et policier qui est tombé s'est mis en place du temps de Nasser. C'est un type d'État qui est en train de s'effondrer dans le monde arabe, et on est encore loin d'en mesurer toutes les conséquences. Voici, pour l'heure, quelques éléments de réflexion.

Dix-huit jours qui ont tout changé

25 janvier : fête de la police (en souvenir du 25 janvier 1952, à Ismâ'iliyya, où le centre de police refuse, sur instructions du ministre de l'Intérieur Fouad Serrageddin, de céder à un ultimatum britannique et de se rendre. Les policiers se font massacrer ; le lendemain, c'est l'incendie du Caire et le début d'un processus qui conduira à l'arrivée au pouvoir des Officiers libres). Les deux jours suivants, des milliers de manifestants défient les forces de l'ordre place Tahrir et aux environs, en particulier le vendredi 28, baptisé « vendredi de la colère ». Le siège du parti au pouvoir, le Parti national démocratique (PND), est incendié et l'état d'émeute s'étend à Suez, Alexandrie. Un couvre-feu est annoncé par l'armée en fin d'après-midi et, tard le soir, Moubarak s'adresse à la nation pour dire qu'il fera respecter l'ordre. Il nomme à cet effet le général Omar Souleiman vice-président. Dès le samedi 30 au matin, des chars prennent position dans tous les endroits stratégiques ; le lendemain des avions de chasse survolent le Caire à basse altitude pour signifier le contrôle de l'armée. Internet et les portables sont coupés. Les policiers ont étrangement disparu de la ville, favorisant les pillages de magasins. On apprendra plus tard que des prisons ont été ouvertes, libérant à la fois des islamistes et des malfrats. Le ministre de l'Intérieur, mis en cause, est limogé. Le 2 février au soir, des pro-Moubarak, soutenus par des policiers en civil et des nervis du régime, déferlent sur la ville en pick-up, à dos de cheval et même de chameaux, pour tabasser les manifestants qui ne cèdent pas et s'installent durablement place Tahrir. Beaucoup d'entreprises étrangères et certaines ambassades rapatrient leur personnel. Des comités de citoyens assurent la sécurité dans les quartiers. Manifestation monstre le vendredi 4, déclaré « vendredi du départ ». Le raïs parle : il annonce qu'il ne se représentera pas, mais ne cède pas d'un pouce sur les revendications (levée de l'état d'urgence, élections libres, etc.). Le bureau du PND démissionne et avec lui, Gamal Moubarak considéré comme le dauphin depuis des années. La pression nationale et étrangère s'amplifie et l'armée publie le 10 février au soir un communiqué très important, dans lequel elle affirme soutenir les aspirations légitimes du peuple égyptien. Tout le monde s'attend à un départ du président, qui annonce à la fois son maintien et le transfert de ses pouvoirs au vice-président, Omar Souleiman. Moubarak part le lendemain, au terme de tractations opaques au sein de l'armée [1]. La pression populaire a obtenu son départ, au prix de 384 morts et 6 500 blessés. C'est à la fois beaucoup et peu, rapporté à la population égyptienne et à l'importance de ce qui s'est passé. Le vendredi suivant sera déclaré « Vendredi des martyrs ».

Une explosion de joie

11 février. À 18h00, heure locale, la nouvelle tombe : Moubarak est parti. Le pays exulte. Dès l'annonce de la chute du raïs, dans toute l'Égypte, des foules descendent dans la rue pour célébrer, dans une liesse indescriptible, la fin d'un régime honni et dire enfin leur fait à tous ceux qui opprimaient le peuple : policiers, fonctionnaires corrompus, grosses fortunes. Non égyptien, je me suis, bien entendu, tenu à l'écart de toute manifestation durant cette période, étant par ailleurs assez occupé à aider notre consulat qui a beaucoup travaillé à sécuriser les 6 500 Français du Caire et à en évacuer quelques-uns. Mais le 11 février au soir, je n'ai pas pu résister et me suis mêlé à la foule de 21h30 à minuit. Il m'a fallu marcher quarante minutes à travers la foule des avenues proches pour rejoindre des amis égyptiens place Tahrir. J'ai été le témoin de spectacles inoubliables : des familles entières juchées sur les chars pour remercier les soldats et se faire prendre en photo avec eux, des femmes voilées jusqu'aux yeux hurlant leur joie et brandissant des drapeaux égyptiens depuis les portières des voitures, des imams et des prêtres orthodoxes côte à côte, des jeunes, des vieux, des malades en fauteuil roulant, chantant, dansant, des gens pleurant devant les portraits de ceux qui sont tombés au cours de ces jours de lutte, l'enthousiasme des militants aux balcons de deux partis d'opposition près de la place Talaat Harb, Kefaya et le Tagammo. Il y avait de la fête, de la joie, du calme aussi : aucune bousculade, alors que la foule était énorme. Grâce au téléphone portable, j'ai pu retrouver dans la foule des amis égyptiens très chers, militants des droits de l'homme, très impliqués depuis des années dans les quartiers populaires où ils font un merveilleux travail auprès des enfants des rues. Chacun félicitait l'autre. C'était d'abord une nuit de catharsis, une manière de dire : « C'est fini ». Moubarak est un peu le bouc émissaire, qui paie pour un système, et on surprend beaucoup d'Égyptiens à dire : « Tout de même, c'est pas gentil ce qu'on lui a fait ». Mais peu regrettent le système qu'il a couvert et qu'il va maintenant falloir changer [2].

Un bouleversement à la fois inattendu et prévisible

Il n'aura fallu que dix-huit jours pour faire tomber ce régime. Bien peu auraient pu imaginer cela, tant on croyait à la force du système sécuritaire mis en place : trente-et-un ans d'état d'urgence, permettant d'arrêter qui on voulait, sans mandat d'arrêt, de le détenir sans limite de temps, de torturer sans avoir à rendre de comptes (cf. les rapports annuels d'Amnesty international et de Human Rights Watch), de faire planer la menace sur tous les citoyens. Trente-et-un ans d'impunité pour des services secrets très présents dans la vie quotidienne des gens. Personne ne pouvait prédire cette chute. Et pourtant, avec le recul, on réalise que divers facteurs la préparaient, en particulier : depuis des années, les droits des personnes bafoués par un régime policier qui rançonnait la population et se plaçait au-dessus des lois ; la privatisation des entreprises publiques, nécessaire mais conduite de telle manière qu'elle a surtout servi à l'enrichissement d'une oligarchie, dont Gamal Moubarak et son âme damnée, Ahmed Ezz, magnat égyptien de l'acier ; la vie chère qui rend le quotidien impossible pour les 40 % d'Égyptiens sous le seuil de pauvreté (2 dollars par jour) ; et à côté, l'étalage insolent du luxe de certains dans les beaux quartiers, les villas privées avec golf et piscine fleurissant à la périphérie d'une ville devenue irrespirable ; pour le peuple, un quotidien harassant dans la mégapole du Caire où l'absence d'une réelle politique de transport public a rendu chaque déplacement épuisant ; la mort du jeune

Khaled Saïd, en juin 2010, tabassé dans un commissariat de police d'Alexandrie par des policiers qu'il avait surpris en train de dealer de la drogue ; la parodie d'élections législatives en novembre-décembre 2010 (27 % de votants seulement) et la victoire sans partage du PND, le parti du président, au prix d'un trucage qui ne cherchait même plus à se dissimuler (les Frères musulmans, principale force d'opposition, le Wafd et les autres partis traditionnels n'obtenaient quasiment aucun siège) ; l'attentat contre l'église d'Alexandrie dans la nuit du nouvel an 2011 (23 morts, des dizaines de blessés) qui faisait penser à ce qui se passe en Irak et allait très au-delà des tensions confessionnelles régulières que connaît l'Égypte ; des médias officiels aux ordres voués à encenser le régime ; un climat général d'obscurantisme religieux et d'affairisme, l'État ayant manifestement choisi de se garder le contrôle du politique et de l'économique, quitte à abandonner le culturel et le symbolique à l'*establishment* religieux conservateur [3]. On pourrait allonger cette liste.

Un ami égyptien, musulman, jeune universitaire, résume les choses ainsi : « Les gens qui ont commencé cette révolution sont des jeunes Égyptiens ordinaires, fatigués d'un régime qui peut vous mettre en prison parce qu'on a trouvé un livre dans votre chambre ! Nous étions fatigués de ces gens qui gagnent des millions de dollars par jour alors que la grande majorité des Égyptiens vit avec moins de 3 dollars par jour, malgré la vie chère. Fatigués de l'ignorance, des maladies, du manque de soins médicaux, de la corruption administrative et politique, du fanatisme religieux, de la discrimination sociale, et plus que tout de l'impression de n'être rien du tout. Imaginez ce que l'on ressent quand on ne va jamais voter parce qu'on sait que notre voix ne sert à rien. Quand, à l'université, vos étudiants ne peuvent pas écrire une page correcte en arabe, qui est pourtant leur langue. Quand on découvre que dans l'école primaire de campagne où vous allez enseigner, seulement 4 enfants sur 200 ont des chaussures. Quand un jeune enseignant gagne seulement 20 dollars par mois. Et ce qu'on peut ressentir quand, à l'âge de 28 ans, on a toujours eu le même président, qui était déjà celui de vos parents avant vous ». Pas besoin de commenter.

De nouveaux acteurs dans la vie du pays

Les médias étrangers et certains soi-disant spécialistes répétaient à longueur d'émissions que les Frères musulmans étaient la principale force présente, n'hésitant pas, même, à filmer des musulmans en prière place Tahrir, histoire d'entretenir l'islamophobie de l'Occident. Or l'élément déclencheur et moteur fut la jeunesse, ceux que l'on a appelés la génération Facebook, en raison du rôle joué par ce réseau dans la mobilisation des foules. Henri Boulad, directeur du Centre culturel jésuite d'Alexandrie commente : « Ces jeunes aux yeux et aux oreilles grandes ouvertes, absorbent, consomment, assimilent à longueur de journée et de nuit tout ce que le monde d'aujourd'hui leur propose sur le net... le meilleur et le pire. Ces jeunes, dont certains ont fréquenté des écoles étrangères ou l'université américaine, rêvent d'ouverture et de modernité... Ce sont ces jeunes – ouverts, émancipés, capables de réflexion et de critique – qui ont concocté, organisé et mis au monde cette révolution ». La police ne s'y est pas trompée, en arrêtant le responsable local de Google, Wael Ghonim, qui a su mobiliser beaucoup de monde, malgré le recours du régime aux vieux trucs des pouvoirs répressifs : intimidation policière, coupure des réseaux internet et des téléphones portables.

Dans une excellente analyse, Olivier Roy, politologue spécialiste du monde musulman et auteur en 1992 de *L'échec de l'islam politique*, écrit : « Si l'on regarde ceux qui ont lancé le mouvement, il est évident qu'il s'agit d'une génération post-islamiste. Les grands mouvements révolutionnaires des années 1970 et 1980, pour eux c'est de l'histoire ancienne, celle de leurs parents. Cette nouvelle génération ne s'intéresse pas à l'idéologie : les slogans sont tous pragmatiques et concrets (« *erhal* » : « dégage ») ; ils ne font pas appel à l'islam comme leurs prédécesseurs le faisaient en Algérie à la fin des années 1980. Ils expriment avant tout un rejet des dictatures corrompues et une demande de démocratie. Cela ne veut évidemment pas dire que les manifestants sont laïcs, mais simplement qu'ils ne voient pas dans l'islam une idéologie politique à même de créer un ordre meilleur : ils sont bien dans un espace politique séculier [...]. Cette génération est pluraliste, sans doute parce qu'elle est aussi plus individualiste. [Elle] est plus éduquée que la précédente, vit plus dans le cadre de familles nucléaires, a moins d'enfants, mais en même temps, elle est au chômage ou bien vit dans le déclassement social. Elle est plus informée, et a souvent accès aux moyens de communication modernes qui permettent de se connecter en réseau d'individu à individu sans passer par la médiation de partis politiques (de toute façon interdits). Les jeunes savent que les régimes islamistes sont devenus des dictatures : ils ne sont fascinés ni par l'Iran ni par l'Arabie saoudite. Ceux qui manifestent en Égypte sont précisément ceux qui manifestaient en Iran contre Ahmedinejad (pour des raisons de propagande le régime de Téhéran fait semblant de soutenir le mouvement en Égypte, mais c'est un règlement de comptes avec Moubarak). Ils sont peut-être croyants, mais séparent cela de leurs revendications politiques : en ce sens le mouvement est 'séculier', car il sépare religion et politique. La pratique religieuse s'est individualisée [...]. Comment la référence religieuse va se diversifier et s'adapter à des nouvelles situations ? Le processus va être long et chaotique, mais une chose est certaine : nous ne sommes plus dans l'exceptionnalisme arabo-musulman. Les événements actuels reflètent un changement en profondeur des sociétés du monde arabe. Ces changements sont en cours depuis longtemps, mais ils étaient occultés par les clichés tenaces que l'Occident accrochait sur le Moyen-Orient » [4].

Génération post-islamiste donc, moins idéologisée, plus représentée dans les classes moyennes, mais marquée par le chômage et l'absence de liberté d'expression. Il sera intéressant de mieux étudier le lien entre ce mouvement du 25 janvier 2011 et celui du 6 avril 2008, né autour de luttes syndicales dans le delta, en particulier dans les usines textiles de Mahalla.

Les Frères musulmans égyptiens n'ont pas été moteurs, même s'ils ont été très présents et s'ils vont tenter maintenant de récolter les dividendes politiques car ils sont les plus préparés à une compétition électorale, mais nul ne peut dire le score qu'ils feront dans de véritables élections libres. On n'est pas à l'abri non plus de leaders opportunistes comme l'imam Qaradawi qui, à peine revenu du Qatar où il était exilé et supervisait le site islamiste modéré Islamonline, s'est arrogé le droit de la prédication sur la place Tahrir un vendredi, alors que personne ne semble le lui avoir demandé. Cela plaide en tout cas pour que les élections n'aient pas lieu trop tôt et permettent aux nouveaux partis de s'organiser. Soulignons enfin que pendant ces trois semaines de bouleversement, il n'y a eu aucun incident interconfessionnel, alors que les églises n'étaient plus gardées et qu'un activiste islamiste pouvait espérer encore plus d'impunité que d'habitude. Au contraire, chrétiens et musulmans se protégeaient mutuellement à tour de rôle durant les temps de prière. Déjà en janvier, le dramatique attentat contre l'église d'Alexandrie avait eu pour conséquence une

floraison spontanée de slogans et d'affiches sur le thème « musulman + chrétien = Égyptien », et ce très au-delà de l'habituelle rhétorique du pouvoir déchu sur « *Wahda watania* », une seule nation.

Un acteur décisif : l'armée

Très tôt, dans le processus en cours, l'armée s'est montrée garante de l'ordre. Les policiers se sont discrédités en quarante-huit heures, disparaissant des rues après deux jours d'émeutes, pour revenir trois jours plus tard, souvent en civil et accompagnés de nervis du régime, les fameux *beltaquis*, que l'on a vu débouler sur la ville, lacérant les manifestants, tirant dans le tas, sans pitié. Très vite, l'armée a fait savoir qu'elle ne tirerait pas dans la foule, gagnant la sympathie du peuple, qui est vite venu fraterniser avec les jeunes soldats juchés sur les chars à tous les coins de rue. C'est par milliers que des enfants se sont fait prendre en photo juchés sur un char, voire dans les bras d'un jeune militaire. Excellente opération de relations publiques pendant que, dans l'ombre, le Conseil supérieur des forces armées (CSFA) gère la transition. À sa tête, le maréchal Tantawi, éternel ministre de la Défense de Moubarak et d'autres militaires moins connus mais peut-être promis à un avenir, comme le chef d'État-major des armées, le général Sami Hanan, en visite au Pentagone aux derniers jours de janvier.

Comme toutes les armées des pays arabes, cette armée est très discrète sur elle-même. Selon Marc Lavergne, directeur du Centre d'études et de documentation économiques, juridiques et sociales (Cedej) au Caire, « Si l'armée égyptienne bénéficie d'une image flatteuse, elle le doit au fait qu'elle n'a pas recours au harcèlement quotidien des citoyens, et qu'elle n'a pas pour mission de faire régner l'ordre par la terreur. Le recrutement et les promotions s'y font dans une certaine mesure au 'mérite', celui-ci excluant les Coptes, les Bédouins, les originaires de gouvernorats rétifs de Haute Égypte et fait la part belle, comme tous les organes de l'État, aux originaires de la Ménéoufiya, terre d'origine des présidents Sadate et Moubarak. Mais chacun sait que l'armée jouit d'un statut à part et de privilèges exorbitants : ses membres ont droit à des logements, des automobiles, des clubs, des formations, des vacances inaccessibles au commun des citoyens. Tout cela coûte fort cher à l'État, ou plus exactement n'apparaît pas au budget de l'État : l'armée ponctionne à la source pour elle-même en tant que corps et pour les officiers supérieurs individuellement une part inconnue mais considérable, des rentes qui alimentent le pays. À l'exemple du pétrole, dont la distribution est assurée par Misr Petroleum, contrôlée par les militaires, l'armée détient une part importante de l'économie, sous forme d'usines, de fermes, de sociétés hôtelières, de transport, etc. Présente dans tous les secteurs de l'économie, elle jouit sur ses concurrents d'avantages financiers, douaniers et fiscaux, au détriment des recettes de l'État et du libre jeu de la concurrence. Ainsi, sous prétexte de sécurité nationale, elle contrôle l'ensemble des littoraux et des territoires désertiques. Les premiers sont convoités par les groupes hôteliers internationaux et les promoteurs du bétonnage des plages. Les seconds prennent de la valeur lors des bonifications des terres à usage agricole ou de l'édification de villes nouvelles à vocation industrielle ou résidentielle. Dans les deux cas, l'armée impose ses conditions, s'arroge des parts dans les projets d'investissement, modifie à sa guise la réglementation pour ponctionner les plus-values réalisées ou escomptées... En un mot, près de quarante ans après sa relative prouesse de la fameuse 'traversée du Canal' en octobre 1973, l'armée est une sangsue

qui n'offre aucun service tangible en échange des sacrifices faits par la nation. Sa 'montée au créneau' sous l'espèce du général Tantawi manifeste son souci non pas de l'intérêt supérieur de la patrie, mais de la préservation de ses prébendes. L'armée égyptienne n'est pas un corps acquis aux vertus de la démocratie. Elle s'est bien gardée de lever l'état d'urgence en vigueur depuis 1981, qui permet à la sécurité d'État d'arrêter n'importe quel citoyen, n'importe où, y compris à son domicile, sans aucun motif avoué, et de le détenir au secret aussi longtemps qu'elle le souhaite... » [5]. Un acteur à suivre donc. Plusieurs analystes font un lien entre l'actuelle chasse aux caciques corrompus du PND et le souhait des militaires de garder une certaine étatisation de l'économie, qui ne remette pas en cause un ensemble de privilèges bâtis depuis l'époque nassérienne.

Quelle transition politique ?

L'armée, qui défend ses privilèges, est aussi en mesure d'encadrer un processus de sortie de crise et elle est créditée de cette aptitude par la majorité des Égyptiens. Les étapes de la transition sont les suivantes :

- Création d'un nouveau gouvernement, dont le premier ministre, Ahmed Chafik, a une bonne image ; une lutte politique est encore en cours pour faire partir certains ministres de l'ancien régime. Plusieurs d'entre eux ont été inculpés, mêlant au passage des corrompus notoires ou le détesté ministre de l'Intérieur Habib El-Adli et des techniciens qui étaient jugés compétents comme Youssef Boutros Ghali, ministre des Finances et Rachid Mohamed Rachid, ministre du Commerce. Une chasse aux sorcières est en cours, avec des annonces de sommes détournées, peu faciles à vérifier, voire invraisemblables comme les 40 à 70 milliards du clan Moubarak.

- Réforme de la constitution : des amendements viennent d'être proposés concernant les articles 75, 76, 88, 93, 139 et 148, régissant la candidature à la présidence, le nombre et la durée des mandats, les mécanismes de supervision de la magistrature sur le processus électoral, les prérogatives du président. Le projet est de limiter à deux mandats de quatre ans et d'élargir les possibilités d'accès à la candidature que le régime précédent avait complètement verrouillé. Il est probable qu'on ne touchera pas tout de suite (et peut-être jamais), au fameux article 2 de la Constitution, introduit sous Sadate et qui fait de la loi musulmane la source principale du droit égyptien. Sujet sensible. Si les Coptes obtiennent des garanties concrètes sur leurs droits (à être élu, à bâtir leurs églises, etc.), je ne vois toutefois pas l'Égypte optant pour un régime laïc comme nous l'entendons.

- Organisation dans les six mois d'élections libres et transparentes. Pour l'heure, on ne voit pas clair dans l'émergence de nouveaux partis politiques. Il faudra du temps pour que cela se mette en place. Il faudra du débat, ce qui a beaucoup manqué sous le régime précédent. L'Égypte a pourtant une longue tradition parlementaire puisqu'elle remonte au Khédive Ismaïl, à la fin des années 1860. On l'a vu au moment de l'indépendance des Britanniques dans les années 1920. Pour les présidentielles, le seul candidat qui pourrait aujourd'hui rassembler une large majorité semble être Amr Moussa, ancien ministre des Affaires étrangères de Moubarak et secrétaire général de la Ligue arabe, où Moubarak l'avait fait nommer pour l'écartier. Il a une vraie connaissance des dossiers, mais il a contre lui son âge, 74 ans. El Baradei n'a aucune

assise populaire et n'a eu de crédit que dans les médias occidentaux éloignés de l'Égypte et mal informés.

Un des défis actuels est aussi l'explosion des revendications sociales. Très mal payés, les employés du secteur public descendent dans la rue pour réclamer un salaire décent. Le salaire minimum mensuel est de 150 livres égyptiennes, soit moins de 20 euros ! À tour de rôle, les cheminots, les ouvriers du textile, les journalistes, les employés d'Égyptair, ceux des banques sont descendus manifester. On a même vu les policiers excédés mettre le feu, il y a quelques jours, à une aile du ministère de l'Intérieur. Revendications souvent justifiées mais que l'économie aura du mal à honorer alors que le tourisme est complètement effondré, probablement pour plusieurs mois, et que l'appareil de production souffre des grèves. Le CSFA met régulièrement en garde contre ce risque du « tout tout de suite ». Un risque d'anarchie n'est pas exclu, qui serait très contre-productif.

Un retour de la citoyenneté

Samedi 12 février, lendemain du départ de Moubarak, scènes étonnantes en ville : des centaines de jeunes s'activent pour balayer la place Tahrir et les rues adjacentes, ranger les pavés et les barrières métalliques utilisés pendant les émeutes, repeindre les bordures des trottoirs, le tout dans une ambiance festive. J'en surprends même un en train d'effacer des tags sur un char d'assaut ! Cela dure depuis, avec partout le même slogan : « Nous voulons une Égypte propre ». À bon entendeur salut : nettoyage de l'État à tous les niveaux, mais aussi prise en charge par les citoyens de leur destin. C'est ce qui s'est passé aussi durant toutes ces nuits où, la police ayant disparu, ce sont les citoyens eux-mêmes, organisés en comités de quartiers, qui ont défendu leurs immeubles et leurs magasins des pillards descendus en ville après avoir été libérés par milliers par on ne sait qui des prisons du pays. Un des défis à venir sera de continuer à mobiliser cette créativité que les ONG et diverses associations de citoyens parvenaient difficilement à mobiliser en raison d'un État tout puissant, bureaucratique et corrompu. Nombreux sont pourtant, en Égypte, ces militants actifs qui travaillent sur des chantiers aussi variés que les enfants de la rue, la défense des femmes répudiées, les droits humains, l'environnement...

Quid de la contagion régionale ? Appel à une véritable solidarité internationale

La Tunisie a servi de déclencheur mais le basculement de l'Égypte a une tout autre portée, car c'est le pays phare du monde arabe, à tous égards, politique, culturel, religieux : « Misr, Oum ed-dounia ». Le basculement de l'Égypte a encouragé les protestations dans les pays voisins où les configurations sont différentes : présence d'une majorité chiite à Bahreïn, réalités tribales en Libye, etc. Il y a tout de même des points communs, bien résumés par un article de *La Croix* [6] : « Les sept raisons de la colère du monde arabe ». Les énumérer suffit : des pouvoirs usés, des héritiers détestés, des populations jeunes et sans perspectives, des classes moyennes éduquées qui s'appauvrissent, des pays inégalitaires et corrompus, une absence de libertés fondamentales, des médias très actifs. Cette liste est à affiner selon les pays, mais elle décrit assez bien le paysage.

Il ne faut pas minimiser le risque d'une trop grande déstabilisation de la région, en particulier du Yémen qui est, de l'avis des spécialistes, un des sanctuaires actuels d'Al-Qaida [7]. Faut-il aller jusqu'à croire avec le journaliste Fouad Allam, que cite Sandro Magister dans *La Repubblica*, que libérer ces groupes du contrôle d'États structurés pourrait conduire à un « Afghanistan en Méditerranée » ? : « Parce que, dans le chaos et le vide de l'État, ce sont précisément les courants musulmans les plus radicaux, en provenance d'Afrique et d'autres pays arabes, qui trouveraient un espace de présence et d'action. Cela en dépit de la demande 'laïque' de liberté qui a été formulée par les jeunes qui, en Libye aussi, ont envahi les places, au prix de leur vie dans de nombreux cas. Un nouvel Afghanistan, avec un islamisme incendiaire, très riche en pétrole et en gaz, tout proche de l'Italie et de l'Europe » [8].

Les nouveaux acteurs des révolutions en cours ne veulent pas de cela, mais ce risque, qu'il ne faut pas exclure, doit conduire les démocraties occidentales à soutenir les processus politiques et sociaux en cours dans le monde arabe, les populations, leurs organisations, alors que souvent jusqu'ici les occidentaux ont d'abord cherché leurs intérêts : un pétrole à bas prix, des opportunités exceptionnelles de ventes d'armes, ces armes qui servent aujourd'hui à bombarder les civils libyens, des plages pour bronzer pas cher dans des pays où on torturait allègrement. Il s'agit là d'une autre révolution que doivent faire à leur tour les démocraties occidentales, celle d'une solidarité effective et d'un réel partenariat.

Le Caire, 25 février 2011